



Liminaire CTL du 19 janvier 2012 - Morbihan

Monsieur Parini,

Au cours de ce CT Local, la direction du Morbihan nous propose d'examiner la répartition des suppressions d'emplois dans le département.

Ainsi pour 2012, ce sont 26 emplois nets qui vont disparaître et 38 postes de catégorie C qu'il faut rayer de la carte.

Nous voulons exprimer notre colère et nos craintes pour l'avenir des services et des conditions de travail des personnels. Les multiples suppressions d'emplois imposées ces dernières années ne nous permettent plus d'exercer nos missions dans des conditions satisfaisantes pour tous les usagers du Service Public, mais aussi pour les agents de la DGFIP qui souffrent du manque de moyens et de leur impossibilité à assumer correctement la mission qui leur est dévolue.

Nous vous remettons les témoignages des agents de la DGFIP 56 au travers des pétitions collectées.

Nous constatons partout dans le réseau les mêmes difficultés :

- emplois non pourvus,
- pressions de la hiérarchie,
- tyrannie des indicateurs et des statistiques,
- constat de la dégradation des conditions de travail,
- manque de soutien technique,
- charges de travail en augmentation,
- empilement législatif,
- obligation de faire des priorités ...

Nous vous demandons d'entendre enfin vos agents qui font quotidiennement fonctionner la DGFIP.

Nous voyons chaque jour des collègues craquer dans les services face à ce cumul de difficultés.

Nous vous demandons de décrire la véritable situation de vos services au ministre afin que cessent les suppressions d'emplois.

Nous vous demandons de réclamer au gouvernement les moyens pour assumer nos missions au service de l'intérêt général.

Nous vous demandons de tout mettre en œuvre pour que les agents des Finances Publiques retrouvent un sens à leur travail et que leur vie au travail soit enfin améliorée.